

Art. 13. De secretaris-generaal bepaalt het bedrag van de vergoeding in elk geval op basis van bewijselementen voorgelegd door de belanghebbende en van concrete gegevens over de zaak.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepaling*

Art. 14. Het personeelslid dat ambtshalve ontslagen, herroepen of afgedankt wordt wegens een grove fout na, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 2, de rechtsbijstand of, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3, de vergoeding van schade aan zijn goederen te hebben verkregen, heeft geen recht meer op rechtsbijstand of op vergoeding als de reden voor het ontslag, de herroeping of de afdanking verband houdt met de vordering die jegens hem ingesteld wordt.

Het pensioengerechtigde personeelslid blijft voordeel trekken van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 15. § 1. De dossiers inzake rechtsbijstand en vergoeding die in aanleg zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden voortgezet overeenkomstig de eerder genomen beslissingen, tenzij de paragrafen 2 of 3 toegepast worden en voordeliger zijn voor het personeelslid.

§ 2. De rechtsbijstand kan verleend worden overeenkomstig de regels opgenomen in

hoofdstuk 2 als het personeelslid in rechte is gedagvaard of als de strafvordering tegen hem is ingesteld na 30 september 2010.

De aanvraag van rechtsbijstand wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, geformuleerd uiterlijk binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 3. De vergoeding van schade toegebracht aan goederen kan overeenkomstig de in hoofdstuk 3 opgenomen regels verleend worden voor feiten die zich voorgedaan hebben na 30 september 2010.

De aanvraag van vergoeding wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, geformuleerd uiterlijk binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 16. Voor de toepassing van dit besluit op de instellingen waarop het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren toepasselijk is, wordt het woord "Gewest" in dit besluit vervangen door het woord "instelling" en worden de woorden "secretaris-generaal" vervangen door de woorden "ambtenaar-generaal van rang A2 bevoegd inzake personeel, behoudens andersluidende bepaling".

Alvorens rechtsbijstand toe te staan of te weigeren, verzoekt de inzake personeel bevoegde ambtenaar-generaal van rang A2 binnen een maand na de aanvraag de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst om advies.

Art. 17. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203527]

23 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 38, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 27 mars 2014, l'article 38, § 9, inséré par le décret du 11 mars 2016, l'article 39, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 27 mars 2014 et par le décret du 11 avril 2014 et l'article 43, § 2, alinéa 2, 15^o, inséré par le décret du 11 avril 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'Énergie du 25 mars 2016;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie du 5 avril 2016;

Vu le rapport du 21 avril 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 59.340/4 du Conseil d'État, donné le 25 mai 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis LEGISA n^o 749 de la Direction du Support juridique du Secrétariat général du Service public de Wallonie, donné le 26 février 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2015, est complété par les 20^o et 21^o rédigés comme suit :

« 20^o « appel à projet » : procédure visée à l'article 15*noniess*, lancée par le Gouvernement en application de l'article 38, § 9; du décret;

21^o « lauréat » : personne morale ou personne physique, agissant seule ou en association, désignée par le Gouvernement suite à l'appel à projet. ».

Art. 2. L'article 7, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009, est complété par un 10^o rédigé comme suit :

« 10. Tous les documents probants permettant d'attester du coût réel et définitif des investissements réalisés; ».

Art. 3. Dans l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 23 décembre 2010, les mots « , qui ne peut être lié qu'à des installations neuves, qui n'ont jamais été mises en service, » sont insérés entre les mots « certificats verts » et les mots « est limité à ».

Art. 4. Dans l'article 15, § 1^{er}*bis*, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « neuves, n'ayant jamais été mises en service, installées » sont insérés entre les mots « unités de production » et les mots « à partir du 1^{er} juillet 2014 »;

b) à l'alinéa 18, 2^o, les mots « à l'exception des éventuelles taxes carbone et autres charges associées aux émissions de gaz à effet de serre » sont insérés entre les mots « charges fiscales » et les mots « , à savoir l'impôt des sociétés ».

Art. 5. Dans l'article 15ter du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 26 novembre 2015, le mot « kWh » est remplacé par le mot « MWh ».

Art. 6. L'article 15^{quater} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du 12 février 2015, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« En ce qui concerne les installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kW, en cas de déménagement, en Région wallonne, du producteur avec l'ensemble des unités de production dont il est propriétaire et qui composent le site de production ou en cas de changement du point de raccordement sans changement du producteur, le site de production ainsi déménagé ou raccordé en un autre point sur le réseau conserve les régimes d'octroi qui lui étaient appliqués avant le déménagement ou le changement du point de raccordement ainsi que les durées résiduelles du droit à l'obtention des certificats verts et de la garantie d'achat des certificats verts fixée conformément à l'article 24 ter de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité. Le déménagement et le changement de raccordement ne peuvent, en aucun cas, provoquer la scission du site.

Les éléments constitutifs du certificat de garantie d'origine prévus à l'article 7, § 1^{er}, qui sont modifiés ou rendus caducs à la suite de ce déménagement ou de ce changement du point de raccordement, sont réintroduits conformément à l'article 8, constituant ainsi un avenant audit certificat. Pour les installations visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, l'audit cogénération réalisé initialement n'est plus valable dans les cas définis ci-dessus et un nouvel audit est réalisé et réintroduit auprès de la CWaPE.

Lorsque le producteur est locataire d'un bâtiment équipé d'unités composant un site de production sans en être le propriétaire, le droit à l'obtention des certificats verts est, outre les autres conditions imposées par ou en vertu du décret et du présent arrêté, conditionné à la notification, à la CWaPE, d'une copie de son contrat de bail. Sauf contrainte technique dûment motivée, pour bénéficier du soutien visé par le présent arrêté, aucun changement du point de raccordement ne peut intervenir en cours de bail. ».

Art. 7. Dans le Chapitre 4, section 1^{ère}*bis*, du même arrêté, il est inséré un article 15^{noniess} rédigé comme suit :

« Art. 15^{noniess}. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 15, § 1^{er} et § 1^{er} *bis*, pour les installations de production d'électricité à partir de biomasse solide dont la puissance électrique nette développable est supérieure à 20 MW, le droit d'obtenir des certificats verts est limité à vingt ans et est subordonné à la désignation préalable du candidat ayant soumis un projet comme lauréat.

Un projet peut uniquement concerner des installations neuves, n'ayant jamais été mises en service, chacune d'une puissance électrique nette développable supérieure à 20 MW, valorisant plus de 90 % ,sur base du contenu énergétique, de biomasse solide, renouvelable et durable, et atteignant un taux d'économie de CO2 de plus de 75 % . Ces installations peuvent être implantées sur plusieurs sites de production d'électricité verte distincts.

Un projet garantit une production annuelle nette d'électricité à partir de biomasse solide, renouvelable et durable, correspondant au minimum à 50 % de la production d'électricité additionnelle réservée pour la filière biomasse de plus de 20 MW fixée à l'annexe 4 pour l'année 2021.

Le niveau de rentabilité de chaque installation, calculé conformément à la méthodologie prévue à l'article 15, § 1^{er}*bis*, alinéa 17, ne peut pas dépasser le niveau de rentabilité de référence déterminé à l'annexe 7 pour la filière biomasse de plus de 20 MW.

Un projet bénéficie, préalablement à la désignation du lauréat, d'un avis du Comité transversal de la biomasse, rendu en vertu de l'article 19 octies.

La mise en service des installations intervient au plus tard le 1^{er} janvier 2024.

Le Ministre est chargé de lancer l'appel à projet via la publication d'un cahier des charges dont les conditions portent notamment sur :

1^o la description de l'objet de l'appel à projet;

2^o la liste exhaustive des critères d'exclusion, de sélection, et d'attribution et, pour ces derniers, leur éventuelle pondération, ainsi que la liste exhaustive des indications et des pièces à produire par les candidats pour permettre l'appréciation de ces critères;

3^o les modalités d'envoi des dossiers de candidature à l'appel à projet;

4^o le déroulement et le calendrier indicatif des étapes de la procédure;

5^o les sanctions encourues en cas de manquement du lauréat aux engagements pris dans le cadre de son acte de candidature ou aux obligations qui lui incombent en vertu du présent arrêté.

La CWaPE remet au Ministre un avis sur chaque projet dans un délai de 90 jours calendrier à dater de la réception. Cet avis porte sur les critères d'exclusion, de sélection et d'attribution qui relèvent de la compétence de la CWaPE.

À l'issue de l'appel à projet, le Gouvernement désigne l'unique lauréat. Seul le lauréat peut réserver les certificats verts de l'enveloppe définie à l'annexe 8 pour la filière biomasse d'une puissance supérieure à 20 MW.

Le lauréat constitue un cautionnement dans les trente jours suivants sa désignation. Le cautionnement est fixé à 5 % du nombre de certificats verts correspondant au volume devant faire l'objet de la réservation dans l'enveloppe annuelle définie à l'annexe 8 multiplié par le montant du prix garanti du certificat vert au moment de la désignation du lauréat.

Lorsque le cautionnement est constitué, les certificats verts de l'enveloppe définie à l'annexe 8 pour la filière biomasse d'une puissance supérieure à 20 MW sont réservés pour le lauréat, à concurrence de la production projetée du projet du lauréat.

Lorsque le lauréat ne constitue pas le cautionnement dans les trente jours, l'Administration le met en demeure par envoi recommandé. Lorsqu'il ne constitue pas le cautionnement dans un dernier délai de quinze jours prenant cours à la date de réception de l'envoi recommandé, l'arrêté de désignation du candidat retenu comme lauréat est reporté ou annulé.

Le dernier jour ouvrable de chaque trimestre, l'Administration vérifie le montant effectif du cautionnement. Si ce montant est inférieur à celui visé à l'alinéa 9, l'Administration informe la CWaPE sans délai pour qu'elle suspende l'octroi de certificats verts au lauréat jusqu'à ce que ce montant soit atteint.

Le cautionnement est libéré, par l'Administration, une fois la durée d'octroi des certificats verts expirée.

§ 2. Le lauréat peut obtenir des certificats verts à partir du 1^{er} janvier 2022 ou à partir de la date de mise en service de l'installation si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier 2022. Le nombre maximal de certificats verts qui est octroyé à ce projet est défini dans l'arrêté de désignation du lauréat. Il est inférieur ou égal à celui fixé à l'annexe 8 pour la filière biomasse d'une puissance supérieure à 20MW.

À défaut pour le producteur de respecter la date ferme qu'il a proposée dans sa candidature à l'appel à projet, la durée d'octroi des certificats verts visée au paragraphe 1^{er} est réduite de plein droit de la durée du retard. Une telle sanction n'est pas applicable lorsque ce retard est dû à des causes externes. L'appréciation de celles-ci est laissée au Ministre.

Au cas où le producteur ne met pas en service l'installation, le Ministre prélève d'office le cautionnement.

Au cas où le producteur, suite à des circonstances ou des faits qui lui sont directement imputables et dont l'appréciation est laissée au Ministre, ne respecte pas les objectifs de production d'électricité et de valorisation de chaleur le cas échéant fixés dans son acte de candidature, le ministre prélève d'office une pénalité sur le cautionnement. Cette pénalité est égale à 5 % de la différence entre la production réelle d'électricité et, le cas échéant, la valorisation de chaleur et la production garantie dans l'acte de candidature exprimée en MWh multiplié par le montant du prix garanti du certificat vert au moment de la désignation du lauréat.

§ 3. Le producteur informe, à tout moment, l'Administration et la CWaPE des éventuelles modifications apportées à son dossier.

§ 4. Pour chaque site de production retenu à l'issue de l'appel à projet, le nombre de certificats verts octroyé par la CWaPE est défini comme suit :

Certificats verts octroyés = $E_{\text{enp}} \times t_{\text{CV}}$

avec $t_{\text{CV}} = \min(t_{\text{CV_candidature}}; t_{\text{CV_calculé}})$

Le calcul visé à l'alinéa précédent s'effectue avec les bases suivantes :

1° E_{enp} = électricité nette produite exprimée en MWh;

2° t_{CV} = le taux d'octroi de certificats verts exprimé en CV/MWh;

3° $t_{\text{CV_candidature}}$ = valeur du taux d'octroi tel qu'il résulte de l'acte de candidature;

4° $t_{\text{CV_calculé}}$ = $\min(\text{Plafond}; k_{\text{CO}_2} \times k_{\text{ECO}} \times \mu_{\text{bio}})$;

5° Plafond = le plafond fixé par l'article 38, § 6bis du décret;

6° k_{CO_2} = le coefficient de performance réelle CO2 calculé conformément au Code de comptage de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération défini à l'article 9 du présent arrêté;

7° k_{ECO} = le coefficient économique retenu pour l'installation par le Gouvernement après l'avis de la CWaPE défini à l'article 15noniess § 1 sur le coefficient proposé par le lauréat dans son acte de candidature;

8° le μ_{bio} = le coefficient correcteur évalué annuellement par la CWaPE en concertation avec l'Administration de manière à maintenir pour cette installation le niveau de rentabilité de référence fixé à l'annexe 7 pour la filière biomasse solide de plus de 20 MW en fonction notamment de l'évolution réelle du prix de l'électricité, des labels de garantie d'origine, de la biomasse et des certificats verts.

§ 5. Pour chaque site de production retenu à l'issue de l'appel à projet, dans les formes prévues à l'article 19, la CWaPE suspend l'octroi des certificats verts lorsqu'elle constate, notamment sur la base des données de comptage du site de production transmises en vertu de l'article 13 ou des données résultant de contrôles effectués en vertu de l'article 8, alinéa 2, ou des données relatives aux éventuelles modifications visées par le paragraphe 3, que les conditions suivantes ne sont plus remplies :

1° la puissance électrique nette développable est supérieure à 20 MW;

2° le pourcentage d'énergie primaire à partir de biomasse solide, renouvelable et durable est supérieur à 90 % ;

3° le taux d'économie de CO2 est supérieur à 75 % ;

4° les ressources biomasse valorisées répondent aux conditions précisées dans l'avis rendu par le Comité transversal de la biomasse sur le projet du Lauréat ou sur les modifications visées par le § 3;

5° les conditions fixées dans le code de comptage mentionné à l'article 9 du présent arrêté sont remplies. »

Art. 8. Dans le Chapitre 4, section 1^{re}bis, du même arrêté, il est inséré un article 17/8 rédigé comme suit :

« Art. 17/8. Le producteur d'électricité verte utilisant de la biomasse solide comme combustible dans une installation de production dont la puissance électrique nette développable est supérieure à 20 MW démontre à la CWaPE que la biomasse solide utilisée permet de respecter les modalités de contrôle de la durabilité et du caractère renouvelable fixés par le ministre dans le Code de comptage mentionné à l'article 9 du présent arrêté. »

Art. 9. L'article 19bis, § 6, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, est complété par le point 6° rédigé comme suit :

« 6° une déclaration sur l'honneur cosignée par l'installateur et par le représentant du distributeur ou du fabricant, attestant que les panneaux photovoltaïques n'ont jamais été mis en service, en Région wallonne ou ailleurs. »

Art. 10. Dans l'article 25, § 5, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Pour toute fourniture permettant une réduction du nombre de certificats verts à remettre, en application du présent paragraphe, le fournisseur concerné doit restituer à la CWaPE, un nombre de certificats verts correspondant à au moins 15 % du quota de certificats verts imposé, pour cette fourniture, par le paragraphe 3 du présent article. Le détenteur d'une licence limitée en vue d'assurer sa propre fourniture, le gestionnaire de réseau et l'autoproduit conventionnel qui bénéficient d'une réduction du nombre de certificats verts à remettre, en application du présent paragraphe, doivent pareillement restituer à la CWaPE un nombre de certificats verts correspondant à au moins 15 % du quota de certificats verts qui leur est imposé par le paragraphe 3 du présent article.

La CWaPE est tenue de contrôler annuellement le respect par les redevables concernés, sur base de leur situation au 31 décembre de l'année N, de leur obligation de restitution de certificats verts prévue à l'alinéa précédent. En cas de non-respect de cette obligation de restitution, les fournisseurs, gestionnaires de réseau, détenteurs d'une licence limitée en vue d'assurer leur propre fourniture ou les autoproduit conventionnels concernés, sont soumis, comme pour l'ensemble de leur obligation de restitution de certificats verts prévue par le présent article, à l'application de l'article 30 du présent arrêté pour tout certificat vert manquant et doivent répondre aux obligations qui découlent de l'article 30 pour le 31 mars de l'année N+2 au plus tard.

Les réductions de coûts, incluant l'obligation de restitution et l'application éventuelle de l'article 30 du présent arrêté, résultant des dispositions du présent paragraphe, sont répercutées directement sur chaque client final ou autoproducteur conventionnel qui en est à l'origine. »

Art. 11. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 23 juin 2016

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/203527]

23. JUNI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 38 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, Artikel 38 § 9, eingefügt durch das Dekret vom 11. März 2016, Artikel 39 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014 und durch das Dekret vom 11. April 2014,, und Artikel 43 § 2 Absatz 2 Ziffer 15, eingefügt durch das Dekret vom 11. April 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Gutachtens der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie") vom 25. März 2016;

Aufgrund des am 5. April 2016 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 21. April 2016;

Aufgrund des am 25. Mai 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 59.340/4 des Staatsrats;

In Erwägung des am 26. Februar 2016 abgegebenen Gutachtens LEGISA 749 der Direktion der juristischen Unterstützung des Generalsekretariats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. November 2015, wird um die Ziffern 20 und 21 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"20° "Projektaufruf": Verfahren nach Artikel 15^{nonies}, das von der Regierung in Anwendung von Artikel 38 § 9 des Dekrets eingeleitet wird;

21° "Gewinner": eine von der Regierung anschließend an den Projektaufruf benannte juristische oder natürliche Person, die allein oder im Rahmen einer Vereinigung tätig ist."

Art. 2 - Artikel 7 § 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009, wird um eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10. alle Belege, durch welche die tatsächlichen und endgültigen Kosten der getätigten Investitionen bescheinigt werden können;"

Art. 3 - In Artikel 15 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 23. Dezember 2010, werden die Wörter ", das nur für neue Anlagen gilt, die noch nie in Betrieb genommen worden sind" zwischen "Das Recht, grüne Zertifikate zu erhalten," und "ist auf" eingefügt. "

Art. 4 - In Artikel 15 § 1^{bis} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt: "Für die neuen Stromerzeugungseinheiten, die noch nie in Betrieb genommen worden sind, und die ab dem 1. Juli 2014 installiert wurden, unter Ausschluss von mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Stromerzeugungsanlagen mit einer Nettoleistung unter 10 kW, wird in Abweichung von Paragraph 1 das Recht auf das Erhalten von grünen Zertifikaten auf zehn oder fünfzehn Jahre beschränkt, abhängig von dem Erzeugungsverfahren gemäß Anlage 5; dieses Recht unterliegt der vorherigen Anerkennung der Akte zur Beantragung von grünen Zertifikaten durch die Verwaltung".

b) Absatz 18 Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt: "Variablen, die die Kosten betreffen: zulässige Investitionskosten, Brennstoffkosten, jährliche Betriebs- und Instandhaltungskosten, ausgedrückt in Prozent der Investition, Kosten für die Demontage der Anlagen, Steuerlasten mit Ausnahme der eventuellen Kohlenstoffsteuern und der sonstigen Lasten in Verbindung mit Treibhausgas-Emissionen, d.h. die tatsächliche durchschnittliche Gesellschaftssteuer, so wie sie vom Hohen Rat für Finanzen veröffentlicht worden ist;"

Art. 5 - In Artikel 15^{ter} desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 26. November 2015, wird das Wort "kWh" durch das Wort "MWh" ersetzt.

Art. 6 - Artikel 15^{quater} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 12. Februar 2015, wird um drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Im Falle eines Umzugs, innerhalb der Wallonischen Region, eines Erzeugers von Strom mittels einer Photovoltaikanlage mit einer Leistung über 10 kW, wobei dieser Erzeuger mit der Gesamtheit der Stromerzeugungseinheiten, die er besitzt, und aus denen der Produktionsstandort besteht, umzieht, oder im Falle einer Änderung der Anschlussstelle ohne Änderung des Stromerzeugers, gelten für den so umgezogenen oder an einer anderen Stelle ans Netz angeschlossenen Produktionsstandort die gleichen Gewährungsbedingungen wie diejenigen, die vor dem Umzug oder der Änderung der Anschlussstelle auf ihn angewandt waren, und die gleichen Restlaufzeiten für den Anspruch auf die Gewährung von grünen Zertifikaten und für die Kaufgarantie der grünen Zertifikate nach Artikel 24^{ter} des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt. Der Umzug und die Änderung der Anschlussstelle dürfen auf keinen Fall zur Teilung des Standorts führen.

Die Elemente der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie nach Artikel 7 § 1, die anschließend an diesen Umzug oder diese Änderung der Anschlussstelle geändert oder hinfällig werden, werden gemäß Artikel 8 wieder eingeführt, was somit einen Nachtrag zur genannten Bescheinigung darstellt. Was die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Anlagen betrifft, ist das ursprünglich durchgeführte Audit für die Kraft/Wärmekopplung in den oben bestimmten Fällen nicht mehr gültig; ein neues Audit wird durchgeführt und bei der CWaPE wieder eingereicht.

Wenn der Stromerzeuger Mieter eines Gebäudes ist, das mit Einheiten ausgerüstet ist, die einen Produktionsstandort darstellen, dessen Eigentümer er nicht ist, ist der Anspruch auf die Gewährung von grünen Zertifikaten, neben den anderen Bedingungen, die durch oder kraft des Dekrets oder des vorliegenden Erlasses auferlegt werden, durch die Zustellung an die CWaPE einer Abschrift seines Mietvertrags bedingt. Außer im Falle eines ordnungsgemäß begründeten technischen Zwangs darf keine Änderung der Anschlussstelle im Laufe des Mietvertrags stattfinden, um die Unterstützung nach vorliegendem Erlass in Anspruch nehmen zu können.”

Art. 7 - In Kapitel 4 Abschnitt 1^{bis} desselben Erlasses wird ein Artikel 15^{nonies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 15^{nonies} - § 1. Für die Anlagen zur Erzeugung von Strom mittels fester Biomasse mit einer erzeugbaren elektrischen Nettoleistung von mehr als 20 MW wird der Anspruch auf die Gewährung von grünen Zertifikaten in Abweichung von Artikel 15 § 1 und § 1^{bis} auf zwanzig Jahre beschränkt und an die vorherige Bezeichnung des Bewerbers, der ein Projekt eingereicht hat, als Gewinner gebunden.

Ein Projekt kann nur neue Anlagen betreffen, die noch nie in Betrieb genommen worden sind, mit je Anlage einer erzeugbaren elektrischen Nettoleistung von mehr als 20 MW, die mehr als 90% des Energiegehalts der festen, erneuerbaren und nachhaltigen Biomasse verwerten und eine CO₂-Einsparung von mehr als 75% erreichen. Diese Anlagen dürfen auf mehreren unterschiedlichen Standorten zur Produktion von Grünstrom errichtet werden.

Ein Projekt gewährleistet eine jährliche Nettostromproduktion ab fester, erneuerbarer und nachhaltiger Biomasse, die mindestens 50% der zusätzlichen Stromproduktion entspricht, die für die Biomasse über 20MW nach der Anlage 4 für das Jahr 2021 vorbehalten ist.

Die Rentabilität jeder Anlage, die gemäß der in Artikel 15 § 1^{bis} Absatz 17 vorgeschriebenen Methode berechnet wird, darf die in Anlage 7 vorliegenden Erlasses bestimmte relevante Rentabilität für die Biomasse über 20 MW nicht überschreiten.

Vor der Bezeichnung des Gewinners wird für jedes Projekt ein Gutachten des bereichsübergreifenden Ausschusses für die Biomasse in Übereinstimmung mit Artikel 19^{octies} abgegeben.

Die Inbetriebnahme der Anlagen findet spätestens am 1. Januar 2024 statt.

Der Minister wird mit der Einleitung des Projektaufrufs beauftragt; dies erfolgt mittels der Veröffentlichung eines Lastenheftes, dessen Bedingungen u.a. Folgendes betreffen:

1° die Beschreibung des Gegenstands des Projektaufrufs;

2° die ausführliche Liste der Ausschluss-, Auswahl- und Zuschlagskriterien, wobei für Letztere deren eventuelle Gewichtung angegeben wird, sowie die ausführliche Auflistung der Angaben und Belege, die die Bewerber vorzulegen haben, damit diese Kriterien bewertet werden können;

3° die Modalitäten zur Einsendung der Bewerbungsakten für den Projektaufruf;

4° den Ablauf und den informativen Zeitplan der Stufen des Verfahrens;

5° die Sanktionen, falls der Gewinner die im Rahmen seiner Bewerbung eingegangenen Verpflichtungen oder die ihm aufgrund vorliegenden Erlasses obliegenden Verpflichtungen nicht einhält.

Die CWaPE gibt dem Minister ein Gutachten über jedes Projekt innerhalb einer Frist von 90 Kalendertagen ab dem Empfang ab. Dieses Gutachten befasst sich mit den Ausschluss-, Auswahl- und Zuschlagskriterien, die unter die Zuständigkeit der CWaPE fallen.

Am Ende des Projektaufrufs bezeichnet die Regierung den einzigen Gewinner. Allein der Gewinner darf die grünen Zertifikate des in Anhang 8 bestimmten Pakets für die Biomasse mit einer Leistung von mehr als 20MW vorbehalten.

Der Gewinner stellt eine Bürgschaft innerhalb von dreißig Tagen nach seiner Bezeichnung. Die Bürgschaft wird auf 5% der Anzahl grüner Zertifikate festgelegt, die dem Volumen entsprechen, das in dem in Anhang 8 bestimmten Jahrespaket vorzubehalten ist, multipliziert mit dem Betrag des garantierten Preises des grünen Zertifikats zum Zeitpunkt der Bezeichnung des Gewinners.

Wenn die Bürgschaft gestellt ist, werden die grünen Zertifikate des in Anhang 8 bestimmten Pakets für die Biomasse mit einer Leistung von mehr als 20MW für den Gewinner in Höhe der vorgesehenen Produktion des Projekts des Gewinners vorbehalten.

Wenn der Gewinner die Bürgschaft innerhalb von dreißig Tagen nicht stellt, wird er von der Verwaltung per Einschreiben dazu gemahnt. Wenn er die Bürgschaft innerhalb einer letzten Frist von fünfzehn Tagen ab dem Datum des Empfangs des Einschreibens nicht stellt, wird der Erlass zur Bezeichnung des als Gewinner ausgewählten Bewerbers verschoben oder aufgehoben.

Am letzten Werktag jedes Quartals überprüft die Verwaltung den tatsächlichen Betrag der Bürgschaft. Wenn dieser Betrag unter dem in Absatz 9 erwähnten Betrag liegt, unterrichtet die Verwaltung die CWaPE unverzüglich, damit sie die Gewährung von grünen Zertifikaten an den Gewinner aussetzt, bis dieser Betrag erreicht wird.

Die Bürgschaft wird von der Verwaltung freigegeben, nachdem die Dauer der Gewährung der grünen Zertifikate abgelaufen ist.

§ 2. Der Gewinner kann grüne Zertifikate ab dem 1. Januar 2022 oder ab dem Datum der Inbetriebnahme der Anlage erhalten, wenn dieses Datum nach dem 1. Januar 2022 liegt. Die Höchstanzahl grüner Zertifikate, die diesem Projekt gewährt wird, wird im Erlass zur Bezeichnung des Gewinners bestimmt. Sie überschreitet nicht diejenige, die in Anlage 8 für die Biomasse mit einer Leistung von mehr als 20MW festgelegt ist.

Wenn der Stromerzeuger das feste Datum nicht einhält, das er in seiner Bewerbung für den Projektauftrag vorgeschlagen hat, dann wird die in § 1 erwähnte Dauer für die Gewährung der grünen Zertifikate von Rechts wegen um die Dauer der Verzögerung verringert. Eine solche Strafe wird nicht verhängt, wenn diese Verzögerung auf externe Ursachen zurückzuführen ist. Deren Beurteilung wird dem Minister überlassen.

Falls der Erzeuger die Anlage nicht in Betrieb nimmt, wird die Bürgschaft von Amts wegen vom Minister erhoben.

Falls der Erzeuger infolge von Umständen oder Tatsachen, die er direkt zu vertreten hat und deren Beurteilung dem Minister überlassen wird, die Ziele für die Stromerzeugung und die Wärmeverwertung, die ggf. in seinem Bewerbungsschreiben festgelegt wurden, nicht erreicht, zieht der Minister eine Geldbuße von der Bürgschaft ab. Diese Geldbuße entspricht 5% der Differenz zwischen der tatsächlichen Stromerzeugung und ggf. der Wärmeverwertung und der im Bewerbungsschreiben garantierten Erzeugung in MWh, multipliziert mit dem Betrag des garantierten Preises des grünen Zertifikats zum Zeitpunkt der Bezeichnung des Gewinners.

§ 3. Der Stromerzeuger informiert jederzeit die Verwaltung und die CWaPE über eventuelle Änderungen an seiner Akte.

§ 4. Für jeden am Ende des Projektauftrags ausgewählten Produktionsstandort wird die Anzahl grüner Zertifikate von der CWaPE wie folgt bestimmt:

Gewährte grüne Zertifikate = $E_{\text{enp}} \times t_{\text{CV}}$

Wobei $t_{\text{CV}} = \min(t_{\text{CV_candidature}}; t_{\text{CV_calculé}})$

Die Berechnung nach vorigem Absatz erfolgt mit folgenden Grundlagen:

1° E_{enp} = erzeugter Nettostrom, ausgedrückt in MWh;

2° t_{CV} = der Erteilungssatz von grünen Zertifikaten (GZ), ausgedrückt in GZ/MWh;

3° $t_{\text{CV_candidature}}$ = Wert des Erteilungssatzes, so wie er aus dem Bewerbungsschreiben hervorgeht;

4° $t_{\text{CV_calculé}}$ = $\min(\text{Höchstschwelle}; k_{\text{CO}_2} \times k_{\text{ECCO}} \times \mu_{\text{bio}})$;

5° Höchsthwellen = die durch Artikel 38 § 6bis des Dekrets bestimmte Höchsthwellen;

6° k_{CO_2} = die tatsächliche CO₂-Leistungszahl, berechnet in Übereinstimmung mit dem in Artikel 9 vorliegenden Erlasses festgelegten Zählcode für den mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Strom;

7° k_{ECCO} = der wirtschaftliche Koeffizient, der von der Regierung nach dem in Artikel 15nonies erwähnten Gutachten der CWaPE über den vom Gewinner in seinem Bewerbungsschreiben vorgeschlagenen Koeffizient für die Anlage ausgewählt wurde;

8° μ_{bio} = der Berichtigungskoeffizient, der jährlich von der CWaPE in Absprache mit der Verwaltung beurteilt wird, um für diese Anlage die in Anlage 7 vorliegenden Erlasses festgelegte relevante Rentabilität für die feste Biomasse über 20MW aufrechtzuerhalten, insbesondere je nach der tatsächlichen Entwicklung des Strompreises, den Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, der Biomasse und den grünen Zertifikaten.

§ 5. Für jeden am Abschluss des Projektauftrags festgehaltenen Produktionsstandort setzt die CWaPE unter Einhaltung der in Artikel 19 vorgesehenen Formen die Gewährung von grünen Zertifikaten aus, wenn sie insbesondere auf der Grundlage der kraft Artikel 13 übermittelten Zählungsdaten des Produktionsstandorts, der sich aus den kraft Artikel 8 Absatz 2 durchgeführten Kontrollen ergebenden Daten oder der Daten betreffend die eventuellen Änderungen nach Paragraph 3 feststellt, dass die nachstehenden Bedingungen nicht mehr erfüllt sind:

1° die erzeugbare elektrische Nettoleistung überschreitet 20 MW;

2° der prozentuale Anteil der Primärenergie aus fester, erneuerbarer und nachhaltiger Biomasse beträgt mehr als 90% ;

3° die CO₂-Einsparung erreicht mehr als 75% ;

4° die verwerteten Biomasseressourcen genügen den Bedingungen, die in dem über das Gewinnerprojekt oder über die Änderungen nach § 3 abgegebenen Gutachten des bereichsübergreifenden Ausschusses für die Biomasse angegeben sind;

5° die im Zählcode nach Artikel 9 vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen sind erfüllt."

Art. 8 - In Kapitel 4 Abschnitt 1bis desselben Erlasses wird ein Artikel 17/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17/8 - Der Erzeuger von Grünstrom mittels einer Produktionsanlage, deren erzeugbare elektrische Nettoleistung mehr als 20 MW beträgt, und die feste Biomasse als Brennstoff benutzt, weist der CWaPE nach, dass die benutzte feste Biomasse es ermöglicht, die Modalitäten zur Kontrolle der Nachhaltigkeit und Erneuerbarkeit, die im in Artikel 9 vorliegenden Erlasses angeführten Zählcode angeführt sind, einzuhalten."

Art. 9 - Artikel 19bis § 6 Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, wird um eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° eine ehrenwörtliche Erklärung, die gemeinsam vom Installateur und vom Vertreter des Vertreibers oder Herstellers unterzeichnet wird, und die bescheinigt, dass die photovoltaischen Solarzellen nie in Betrieb genommen worden sind, dies weder in der Wallonischen Region noch an irgend einem anderen Ort."

Art. 10 - Artikel 25 § 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für jede Lieferung, die in Anwendung des vorliegenden Paragraphen eine Verringerung der Anzahl zu übergebender grüner Zertifikate ermöglicht, muss der betreffende Stromversorger der CWaPE eine Anzahl grüner Zertifikate übergeben, die mindestens 15% der kraft Paragraph 3 vorliegenden Artikels für diese Lieferung auferlegten Quote von grünen Zertifikaten entspricht. Der Inhaber einer zur Sicherung seiner eigenen Versorgung begrenzten Lizenz, der Netzbetreiber und der konventionelle Eigenerzeuger, die in Anwendung des vorliegenden Paragraphen eine Verringerung der zu übergebenden grünen Zertifikate beanspruchen können, müssen auf ähnliche Weise der CWaPE eine Anzahl grüner Zertifikate übergeben, die mindestens 15% der ihnen kraft Paragraph 3 vorliegenden Artikels auferlegten Quote von grünen Zertifikaten entspricht.

Die CWaPE ist verpflichtet, die Einhaltung der im vorigen Absatz vorgeschriebenen Verpflichtung der Rückerstattung der grünen Zertifikate durch die betroffenen Erzeuger auf der Grundlage ihrer Lage am 31. Dezembers des Jahres N jährlich zu kontrollieren. Im Falle der Nichteinhaltung dieser Rückerstattungsverpflichtung unterliegen die betreffenden Stromversorger, Netzbetreiber, Inhaber einer zur Sicherung ihrer eigenen Versorgung begrenzten Lizenz, oder konventionellen Eigenerzeuger, wie dies für die Gesamtheit ihrer Verpflichtung zur Rückerstattung von grünen Zertifikaten nach vorliegendem Artikel, der Anwendung von Artikel 30 vorliegenden Erlasses für jedes fehlende grüne Zertifikat; die Verpflichtungen, die sich aus Artikel 30 ergeben, müssen sie spätestens zum 31. März des Jahres N+2 erfüllen.

Die Kostenermäßigungen, die sich aus den Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen ergeben, einschließlich der Rückerstattungsverpflichtung und der eventuellen Anwendung von Artikel 30 vorliegenden Erlasses, werden unmittelbar auf jeden Endverbraucher oder konventionellen Selbsterzeuger übertragen, der sie verursacht hat.”

Art. 11 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 23. Juni 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203527]

23 JUNI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 38, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, artikel 38, § 9, ingevoegd bij het decreet van 11 maart 2016, artikel 39, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014 en bij het decreet van 11 april 2014 en artikel 43, § 2, 15°, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies van de « Commission wallonne pour l’Energie » (Waalse energiecommissie), uitgebracht op 25 maart 2016;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië) van 5 april 2016;

Gelet op het rapport van 21 april 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 59.340/4 van de Raad van State, gegeven op 25 mei 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op LEGISA-advies nr.749 van de Directie Juridische Ondersteuning van het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst, uitgebracht op 26 februari 2016;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 april 2015, wordt aangevuld met de punten 20° en 21°, luidend als volgt:

20° “oproep tot het indienen van projecten”: de procedure bedoeld in artikel 15*nonies*, die overeenkomstig artikel 38, § 9, van het decreet door de Regering is gelanceerd;

21° “geslaagde”: de natuurlijke of rechtspersoon, die alleen of in vereniging handelt, die door de Regering ten gevolge van de oproep tot het indienen van projecten wordt aangewezen.”

Art. 2. Artikel 7, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009, wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt:

“10. Alle bewijsstukken waarmee de reële en definitieve kosten van de verrichte investeringen kunnen worden bewezen;”

Art. 3. In artikel 15, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van 23 december 2016, worden de woorden “dat alleen aan nieuwe installaties, die nooit in dienst zijn gesteld, kan worden gebonden”, ingevoegd tussen de woorden “groene certificaten” en de woorden “wordt tot”.

Art. 4. In artikel 15, § 1*bis*, van hetzelfde besluit ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt : “In afwijking van paragraaf 1 wordt het recht op het verkrijgen van groene certificaten voor productie-eenheden, die nieuw zijn, nooit in dienst zijn gesteld en die vanaf 1 juli 2014 zijn geïnstalleerd, andere dan de installaties voor de productie van elektriciteit d.m.v. fotovoltaïsche panelen met een nettovermogen lager dan 10 kW, beperkt tot tien of vijftien jaar langs het productiekanaal conform bijlage 5 en wordt het onderworpen aan de voorafgaande aanvaarding door de administratie van het dossier betreffende de aanvraag van groene certificaten;”

b) in lid 18, 2°, worden de woorden “met uitzondering van de eventuele koolstofheffingen en andere lasten gebonden aan de broeikasgasemissies” ingevoegd tussen de woorden “fiscale lasten” en de woorden “, met name de effectieve gemiddelde belasting”.

Art. 5. In artikel 15ter van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van 26 november 2015, wordt het woord “kWh” vervangen door het woord “MWh”.

Art. 6. Artikel 15^{quater} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en laatst gewijzigd bij het besluit van 12 februari 2015, wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

“Voor wat betreft de fotovoltaïsche installaties met een vermogen hoger dan 10kW en in geval van verhuizing, in het Waalse Gewest, van de producent met het geheel van de productie-eenheden waarvan hij eigenaar is en waaruit de productielocatie bestaat of in geval van verandering van het aansluitingspunt zonder verandering van de producent, behoudt de productielocatie die aldus verhuisd is of op een ander punt op het net aangesloten is, dezelfde toekenningsregelingen die vóór de verhuizing of de verandering van het aansluitingspunt op hem van toepassing waren, alsook de residuele duurtijden van het recht op het verkrijgen van de groene certificaten en van de garantie van aankoop van de groene certificaten vastgesteld overeenkomstig artikel 24ter van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt; De verhuizing en de verandering van aansluiting mogen in geen geval de splitsing van de locatie veroorzaken.

De in artikel 7, § 1, bedoelde bestanddelen van het certificaat van garantie van oorsprong die gewijzigd worden of die nietig zijn verklaard ten gevolge van die verhuizing of verandering van het aansluitingspunt, worden overeenkomstig artikel 6 opnieuw ingediend en vormen op die manier een aanhangsel van bedoeld certificaat. Voor de in het eerste lid, 2°, bedoelde installaties is de oorspronkelijk uitgevoerde warmtekrachtkoppelingaudit niet meer geldig in de hierboven vermelde gevallen en er wordt een nieuwe audit uitgevoerd en bij de CWaPE opnieuw ingediend.

Wanneer de producent huurder is van een gebouw uitgerust met eenheden van een productielocatie zonder er de eigenaar van te zijn, wordt het recht op het verkrijgen van de groene certificaten naast de andere voorwaarden opgelegd bij of krachtens het decreet of dit besluit onderworpen aan de kennisgeving van een afschrift van zijn huurcontract aan de CWaPE. Behoudens met redenen omklede technische eis mag geen verandering van het aansluitingspunt tijdens de huur gebeuren om in aanmerking te komen voor de in dit besluit bedoelde steun.”

Art. 7. In hoofdstuk 4, afdeling 1^{bis}, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 15^{noniess}, luidend als volgt:

“Art. 15^{noniess}. § 1. In afwijking van artikel 15, § 1 en § 1^{bis}, wordt het recht op het verkrijgen van de groene certificaten voor de installaties voor elektriciteitsproductie uit vaste biomassa waarvan het elektrisch ontwikkelbaar nettovermogen hoger is dan 20 MW, op twintig jaar beperkt en wordt het onderworpen aan de voorafgaande aanwijzing van de kandidaat die een project als geslaagde heeft ingediend.

Een project mag slechts betrekking hebben op nieuwe installaties die nooit in dienst zijn gesteld; elke van die installaties moet een ontwikkelbaar elektrisch nettovermogen hoger dan 20 MW hebben, moet, op basis van de energie-inhoud, meer dan 90 % van vaste, hernieuwbare en duurzame biomassa valoriseren en een percentage koolstofdioxidebesparing van meer dan 75 % bereiken. Deze installaties kunnen op meerdere afzonderlijke sites voor de productie van groene elektriciteit gelegen zijn.

Een project garandeert een jaarlijkse nettoproductie van elektriciteit uit vaste, hernieuwbare en duurzame biomassa, overeenstemmend met minimum 50 % van de productie van voorbehouden bijkomende elektriciteit voor het biomassakanaal van meer dan 20 MW dat in bijlage 4 voor het jaar 2021 wordt vastgesteld.

Het rendabiliteitsniveau van elke installatie dat overeenkomstig de in artikel 15, § 1^{bis}, lid 17 bedoelde methodologie wordt berekend, mag niet hoger zijn dan het referentie-rendabiliteitsniveau bepaald in bijlage 7 voor het biomassakanaal van meer dan 20 MW.

Voor de aanwijzing van de geslaagde krijgt een project een advies van het transversaal comité van de biomassa, dat overeenkomstig artikel 19octies wordt uitgebracht.

De indienststelling van de installaties gebeurt uiterlijk op 1 januari 2024.

De Minister wordt ermee belast de projectoproep te lanceren via de bekendmaking van een bestek, waarvan de voorwaarden betrekking hebben op met name:

- 1° de beschrijving van het doel van de oproep;
- 2° de volledige lijst van de uitsluitings-, selectie- en toekenningscriteria en voor deze laatsten, hun eventuele weging alsook de volledige lijst van de aanwijzingen en van de stukken die de kandidaten moeten overmaken voor de beoordeling van deze criteria;
- 3° de modaliteiten voor de zending van de kandidatuurdoSSIERS voor de projectoproep;
- 4° het verloop en het indicatief tijdschema van de stappen van de procedure;
- 5° de straffen in geval van inbreuken van de geslaagde van de verbintenissen genomen in het kader van zijn kandidatuurdoSSIERS en van de verplichtingen die hem is opgelegd krachtens dit besluit.

De CWaPE brengt de Minister een advies over elk project uit binnen een termijn van 90 kalenderdagen te rekenen van de ontvangst ervan. Dat advies heeft betrekking op de uitsluitings-, selectie- en toekenningscriteria waarvoor de CWaPE bevoegd is.

Aan het einde van de projectoproep wijst de Regering de enige geslaagde aan. Alleen de geslaagde kan de groene certificaten van de enveloppe bepaald in bijlage 8 voor het biomassakanaal met een vermogen hoger dan 20 MW voorbehouden.

De geslaagde stelt een zekerheid binnen dertig dagen na zijn aanwijzing. De zekerheid wordt bepaald op 5 % van het aantal groene certificaten overeenstemmend met de hoeveelheid die het voorwerp moet uitmaken van het voorbehouden in de jaarlijkse enveloppe bepaald in bijlage 8 vermenigvuldigd met het bedrag van de gegarandeerde prijs van het groene certificaat op het moment van de aanwijzing van de geslaagde.

Wanneer de zekerheid wordt gesteld, worden de groene certificaten van de enveloppe bepaald in bijlage 8 voor het biomassakanaal met een vermogen hoger dan 20 MW voor de geslaagde voorbehouden ten belope van de overwogen productie van het project van de geslaagde.

Wanneer de geslaagde de zekerheid niet binnen dertig dagen stelt, wordt hij bij aangetekende brief aangemaand door het Bestuur. Wanneer hij de zekerheid binnen een laatste termijn van vijftien dagen die ingaat op de datum van ontvangst van de aangetekende brief stelt, wordt het besluit tot aanwijzing van de als geslaagde weerhouden kandidaat uitgesteld of nietig verklaard.

De laatste werkdag van elk kwartaal gaat het Bestuur het werkelijke bedrag van de zekerheid na. Indien dit bedrag lager is dan het bedrag bedoeld in lid 9 stelt het Bestuur de CWaPE zo spoedig mogelijk in kennis daarvan opdat ze de toekenning van groene certificaten schorst totdat dit bedrag wordt bereikt.

De zekerheid wordt door het Bestuur vrijgegeven zodra de duur van de toekenning van de groene certificaten verstrijkt.

§ 2. De geslaagde kan vanaf 1 januari 2022 of vanaf de datum van indienststelling van de installatie, indien ze van na 1 januari 2022 dateert, groene certificaten verkrijgen. Het maximum aantal groene certificaten dat aan dit project wordt toegekend, wordt in het besluit tot aanwijzing van de geslaagde bepaald. Dat aantal is kleiner dan of gelijk aan het aantal bepaald in bijlage 8 voor het biomassakanaal met een vermogen hoger dan 20 MW.

Als een producent zich niet houdt aan de vaste datum die hij in zijn kandidatuur voor de projectoproep heeft voorgesteld, wordt de in § 1 bedoelde termijn van toekenning van groene certificaten van rechtswege verminderd met de duur van de achterstand. Een dergelijke sanctie is niet toepasselijk als de achterstand aan externe oorzaken te wijten is. De beoordeling ervan wordt aan de Minister overgelaten.

Als de producent de installatie niet in dienst stelt, heft de Minister de zekerheid van rechtswege.

Als de producent ten gevolge van omstandigheden of feiten die rechtstreeks aan hem toe te schrijven zijn en waarvan de beoordeling aan de Minister wordt overgelaten, de doelstellingen van de elektriciteitsproductie en warmtevalorisatie in voorkomend geval vastgesteld in zijn kandidatuurakte, niet naleeft, heft de Minister van rechtswege een boetebedrag op de zekerheid. Dit boetebedrag is gelijk aan 5 % van het verschil tussen de werkelijke elektriciteitsproductie en, in voorkomend geval, de warmtevalorisatie en de in de kandidatuurakte gegarandeerde productie uitgedrukt in MWh, vermenigvuldigd met het bedrag van de gegarandeerde prijs van het groene certificaat op het moment van de aanwijzing van de geslaagde.

§ 3. De producent geeft het Bestuur en de CWaPE elk ogenblik kennis van de eventuele wijzigingen die in zijn dossier aangebracht worden.

§ 4. Voor elke productielocatie die aan het einde van de projectoproep is weerhouden, wordt het door de CWaPE aantal toegekende groene certificaten berekend als volgt :

toegekende groene certificaten = Eenp \times t_{CV}

met t_{CV} = min ($t_{CV_kandidatuur}$; $t_{CV_berekend}$)

De berekening bedoeld in het vorige lid wordt gemaakt als volgt :

1° Eenp = geproduceerde netto-elektriciteit uitgedrukt in MWu;

2° t_{CV} = toekenningspercentage van groene certificaten uitgedrukt in CV/MWh;

3° $t_{CV_kandidatuur}$ = waarde van het toekenningspercentage zoals blijkt uit de kandidatuurakte;

4° $t_{CV_berekend}$ = min (Plafond; $k_{CO_2} \times k_{ECO} \times \mu_{bio}$);

5° Plafond = het plafond vastgesteld bij artikel 38, § 6, van het decreet;

2° k_{CO_2} = coëfficiënt van de reële CO₂-prestatie berekend overeenkomstig de meetcode voor elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling bepaald in artikel 9 van dit besluit;

7° k_{ECO} = economische coëfficiënt die voor de installatie door de Regering weerhouden is na advies van de CWaPE bepaald in artikel 15*nonies*, § 1, over de coëfficiënt voorgesteld door de geslaagde in zijn kandidatuurakte;

8° μ_{bio} = correctiecoëfficiënt die jaarlijks door de CWaPE in overleg met het Bestuur wordt geëvalueerd met het oog op het handhaven voor die installatie van het in bijlage 7 bepaalde referentie-rentabiliteitsniveau voor het vaste biomassakanaal van meer dan 20 MW naar gelang met name van de reële ontwikkeling van de elektriciteitsprijs, van de labels van garantie van oorsprong, van de biomassa en van de groene certificaten.

§ 5. Voor elke productielocatie die aan het einde van de projectoproep in de vormen bepaald in artikel 19 wordt weerhouden, schorst de CWaPE de toekenning van de groene certificaten wanneer ze, met name op basis van de krachtens artikel 13 overgemaakte telgegevens van de productielocatie of van de gegevens voortvloeiend uit krachtens artikel 8, tweede lid, verrichte controles of van de gegevens betreffende de eventuele wijzigingen bedoeld in § 3, vaststelt dat de volgende voorwaarden niet meer vervuld worden:

1° het ontwikkelbaar elektrisch nettovermogen is hoger dan 20 MW;

2° het percentage primaire energie uit vaste, hernieuwbare en duurzame biomassa is hoger dan 90 % ;

3° het percentage koolstofdioxidebesparing is hoger dan 75 % ;

4° de gevaloriseerde hulpbronnen van biomassa voldoen aan de voorwaarden bepaald in het advies uitgebracht door het transversaal comité van de biomassa over het project van de geslaagde of over de in § 3 bedoelde wijzigingen;

5° de voorwaarden bepaald in de meetcode vermeld in artikel 9 van dit besluit worden vervuld."

Art. 8. Hoofdstuk 4, afdeling 1*bis*, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 17/8, luidend als volgt:

"Art. 17/8. De producent van groene elektriciteit die de vaste biomassa als brandstof in een productie-installatie met een ontwikkelbaar elektrisch nettovermogen hoger dan 20 MW gebruikt, bewijst aan de CWaPE dat de gebruikte vaste biomassa het mogelijk maakt de modaliteiten van de controle op de duurzaamheid en het hernieuwbare karakter vastgesteld door de Minister in de in artikel 9 van dit besluit vermelde meetcode na te leven."

Art 9. Artikel 19*bis*, § 6, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, wordt aangevuld met een punt 6°:

"6° een verklaring op erewoord medeondertekend door de installateur en de vertegenwoordiger van de verdeler of de fabrikant, waaruit blijkt dat de fotovoltaïsche panelen in het Waalse Gewest of ergens anders nooit in dienst zijn geweest."

Art 10. Artikel 25, § 5, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en bij het besluit van 3 april 2014, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"Voor elke levering op grond waarvan het aantal groene certificaten die overeenkomstig deze paragraaf overgemaakt moeten worden, verminderd kan worden, moet de betrokken leverancier een aantal groene certificaten die met minstens 15 % van het quotum groene certificaten opgelegd voor die levering bij § 3 van dit artikel overeenstemmen, aan de CWaPE teruggeven. De houder van een beperkte vergunning om zijn eigen levering te verzekeren, moeten de netbeheerder en de conventionele zelfproducenten die in aanmerking komen voor een vermindering van het aantal over te maken groene certificaten, moeten een aantal groene certificaten die met minstens 15 % van het quotum groene certificaten opgelegd voor die levering bij § 3 van dit artikel overeenstemmen, aan de CWaPE gedeeltelijk teruggeven.

De CWaPE moet jaarlijks nagaan of de betrokken belastingplichtigen op basis van hun toestand op 31 december van het jaar N hun verplichting tot teruggave van groene certificaten, die bedoeld is in het vorige lid, naleven. Bij niet-naleving van die verplichting tot teruggave worden de betrokken leveranciers, netbeheerders, houders van een beperkte vergunning om hun eigen levering te verzekeren of conventionele zelfproducenten, zoals voor het geheel van hun in dit artikel bedoelde verplichting tot teruggave van de groene certificaten, onderworpen aan de toepassing van artikel 30 van dit besluit voor elk ontbrekend groen certificaat en moeten ze voldoen aan de verplichtingen voortvloeiend uit artikel 30 voor uiterlijk 31 maart van het jaar N+2.

De kostenverminderingen, met inbegrip van de verplichting tot teruggave en de eventuele toepassing van artikel 30 van dit besluit, die resulteren uit de bepalingen van deze paragraaf worden rechtstreeks afgewenteld op elke eindafnemer of conventionele zelfproducent die ze teweeggebracht heeft.”

Art. 11. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 23 juni 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31420]

Afwijking op de Ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud

Betreft : Afwijking van artikel 27, § 1, 10° en 68, § 1, 1° van de Ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud (hierna « de Ordonnantie » genoemd) betreffende het vangen van specimina van beschermde diersoorten en om af te wijken van de wegen en paden geopend voor het publiek in de natuur- en bosreservaten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het belang van de bescherming van wilde dier- en plantensoorten en ten behoeve van onderzoek.

AANHEF

Overwegende de vraag van 25 april 2016 waarbij de heer Loïc Van Doorn een afwijking vraagt voor het vangen van specimina van beschermde diersoorten en om af te wijken van de wegen en paden geopend voor het publiek in de natuur- en bosreservaten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het belang van de bescherming van wilde dier- en plantensoorten en ten behoeve van onderzoek;

Gelet op de Ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud, meer in het bijzonder haar artikelen 27, § 1, 10°, 68 § 1, 1°, 83, § 1, 84 en 85;

Gelet op het gunstig advies van de Brusselse Hoge Raad voor Natuurbehoud van 2 mei 2016;

Overwegende dat alle Europese amfibieënsoorten strikt beschermd zijn op het hele gewestelijke grondgebied;

Overwegende dat de vuursalamander (*Salamandra salamandra*) een zeldzame soort is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zich enkel nog in twee kleine beekjes in het Zoniënwoud voortplant;

Overwegende dat de populatie die aanwezig is in het natuur- en bosreservaat van Vuilbeek weinig gekend is;

Overwegende de doelstelling de populatie van Vuilbeek in kaart te brengen;

Overwegende de noodzaak om over wetenschappelijke gegevens over deze soort te beschikken, in het bijzonder in het kader van een monitoring van de instandhouding van de soorten en de natuurlijke habitats, in het bijzonder in toepassing van artikel 15 van de Ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende het natuurbehoud;

Overwegende het mogelijke vernietigende effect van de *Batrachochytrium salamandrivorans* (Bsal) op de inheemse salamanders;

Overwegende de daling met 99.9% van het aantal salamanders in Nederland t.g.v. deze onlangs ontdekte ziekteverwekker;

Overwegende dat naast Nederland, België en Duitsland momenteel met hetzelfde probleem kampen;

Overwegende de toegenomen noodzaak om de bescherming van deze soort te verzekeren;

Overwegende het type van geplande acties, nl. het nemen van foto's op afstand, waarbij de specimina enkel worden gevangen in geval de rug niet vanop afstand kan worden gefotografeerd;

Overwegende dat wanneer de specimen wordt gevangen hij onmiddellijk op dezelfde plaats terug wordt vrijgelaten;

Overwegende de informatie en samenwerking met de boswachters en -toezichters op het terrein;

Overwegende dat er geen andere toereikende oplossing bestaat om deze doelen te bereiken;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31420]

Dérogation à l'Ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature

Objet : Dérogation aux articles 27, § 1^{er}, 10° et 68, § 1^{er}, 1° de l'Ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature (ci-dessous « l'Ordonnance ») concernant la capture de spécimens d'espèces animales protégées et le fait de quitter les routes et les chemins ouverts à la circulation du public dans les réserves naturelles et forestières de la Région de Bruxelles-Capitale, dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et à des fins de recherche.

PREAMBULE

Considérant la demande du 25 avril 2016, par laquelle M. Loïc Van Doorn sollicite une dérogation pour la capture de spécimens d'espèces animales protégées et pour quitter les routes et les chemins ouverts à la circulation du public dans les réserves naturelles et forestières de la Région de Bruxelles-Capitale, dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et à des fins de recherche;

Vu l'Ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature, plus particulièrement ses articles 27, § 1^{er}, 10°, 68, § 1^{er}, 1°, 83, § 1^{er}, 84 et 85;

Vu l'avis favorable du Conseil supérieur bruxellois de la conservation de la nature du 02 mai 2016;

Considérant que toutes les espèces européennes d'amphibiens bénéficient d'une protection stricte sur l'ensemble du territoire régional;

Considérant que la salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*) est une espèce rare en Région Bruxelles-Capitale, ne se reproduisant plus que dans deux petits ruisseaux de la forêt de Soignes;

Considérant que la population présente dans la réserve naturelle et forestière du Vuylbeek est peu connue;

Considérant l'objectif de dresser une cartographie de la population au Vuylbeek;

Considérant la nécessité de disposer de données scientifiques relatives à cette espèce, en particulier dans le cadre d'un monitoring de l'état de conservation des espèces et des habitats naturels, en particulier en application de l'article 15 de l'Ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature;

Considérant l'effet potentiellement dévastateur du *Batrachochytrium salamandrivorans* (Bsal) sur les salamandres indigènes;

Considérant le déclin de 99.9% du nombre de salamandres aux Pays-Bas du fait de ce pathogène récemment découvert;

Considérant qu'actuellement, outre les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne sont également touchés;

Considérant la nécessité accrue d'assurer la protection de cette espèce;

Considérant le type d'actes envisagés, à savoir la prise de photos à distance, avec une capture de spécimens uniquement dans l'hypothèse où le dos n'est pas photographiable à distance;

Considérant qu'en cas de capture, le spécimen est immédiatement relâché au même endroit;

Considérant l'information et la collaboration avec les gardes et surveillants forestiers sur le terrain;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante au regard des objectifs poursuivis;